

# ENTRE PRAGMATISME ET IDÉOLOGIE LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE ET LE COMMERCE AVEC LES PAYS D'EUROPE DE L'EST PENDANT LA GUERRE FROIDE

- *Thomas Briamont* -

Malgré son influence relativement faible sur la scène politique, le Parti communiste de Belgique (PCB) a joué un rôle inversement proportionnel à son poids électoral dans les relations entre la société belge et les pays communistes pendant la guerre froide. Entretien des liens étroits avec ses « partis frères » d'Europe de l'Est, il faisait office d'intermédiaire et contribuait activement au développement des contacts à travers le « rideau de fer ». Si l'ampleur de cette implication est parfois sous-estimée par l'historiographie, sa dimension économique et commerciale demeure totalement méconnue. Via plusieurs sociétés dont il avait le contrôle, le PCB a pourtant été un acteur non négligeable du commerce entre l'Est et l'Ouest, en accompagnant les plus grandes entreprises belges dans leur quête des marchés est-européens. En expliquant le fonctionnement de ces sociétés, mais également la dimension idéologique et matérielle de leurs activités, cet article lève le voile sur un aspect méconnu de l'histoire du PCB.

## I. Introduction : une approche microéconomique des relations commerciales pendant la guerre froide

L'historiographie récente a considérablement renouvelé les connaissances sur la guerre froide. En mobilisant de nouvelles sources et en s'intéressant à de nouveaux acteurs, les historiens ont dévoilé différentes formes d'échanges et de coopération à travers le « rideau de fer ». Ils ont de la sorte contribué à nuancer l'image d'une Europe divisée en deux blocs homogènes et opposés l'un à l'autre.<sup>1</sup> Si les échanges culturels ont reçu une attention particulière<sup>2</sup>, les relations économiques entre l'Est et l'Ouest ont également bénéficié de ce renouvellement historiographique. Les transferts de technologies ou de savoir-faire (*know-how*) dans un cadre bilatéral ou international ont ainsi été placés au centre de l'attention<sup>3</sup>, tandis qu'un récent projet de recherche a étudié la politique économique des États socialistes en la replaçant dans un espace de coopération paneuropéenne en formation dans le courant des années 1970.<sup>4</sup>

Auparavant, l'économie était avant tout perçue comme un terrain d'affrontement de la guerre

froide et les historiens se sont surtout intéressés au contrôle des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest. Le *CoCom* (ou *Coordinating Committee for Multilateral Export Controls*) a ainsi suscité une littérature abondante dès les années 1990.<sup>5</sup> Ce comité, créé en 1950 (mais dont l'existence ne fut rendue publique qu'en 1952) rassemblait les États-Unis et plusieurs pays occidentaux avec pour objectif de définir la liste des marchandises sensibles dont l'exportation vers l'URSS et les démocraties populaires était interdite ou contingentée.

Malgré ces progrès de l'historiographie, une approche microéconomique des relations commerciales, à l'échelle des entreprises, n'a pas encore suscité l'intérêt des historiens. Pourtant, comme l'indique à raison André Steiner, nous savons peu de choses sur la façon dont se négociaient les contrats et sur les problèmes que posait leur réalisation.<sup>6</sup> À l'exception de quelques publications<sup>7</sup>, les archives d'entreprises ont jusqu'à présent été trop peu exploitées alors même qu'elles concernent des acteurs de premier plan. Derrière les statistiques des échanges et les accords commerciaux, se dissimulent des centaines de contrats négociés par des entreprises qui poursuivent leurs

1. ANTOINE FLEURY & LUBOR JILEK (dir.), *Une Europe malgré tout, 1945-1990 : contacts et réseaux culturels, intellectuels et scientifiques entre Européens dans la guerre froide*, Bruxelles, 2009; SARI AUTIO-SARASMO & KATALIN MIKLÓSSY (dir.), *Reassessing Cold War Europe*, London – New York, 2011; SIMO MIKKONEN & PIA KOIVUNEN (dir.), *Beyond the divide : entangled histories of Cold War Europe*, New York, 2015.
2. SIMO MIKKONEN & PEKKA SUUTARI (dir.), *Music, art and diplomacy : East-West cultural interactions and the Cold War*, London – New York, 2016; SIMO MIKKONEN, GILES SCOTT-SMITH & JARI PARKKINEN (dir.), *Entangled East and West : Cultural Diplomacy and Artistic Interaction during the Cold War*, Berlin – Boston, 2019.
3. SARI AUTIO-SARASMO, « Cooperation Across the Iron Curtain : Transferring Technology from West Germany to the Soviet Union during the 1960s », in MARTIN KOHLRAUSCH, KATRIN STEFFEN & STEFAN WIEDERKEHR (dir.), *Expert cultures in Central Eastern Europe : the internationalization of knowledge and the transformation of nation states since World War I*, Osnabrück, 2010, 223-240; MICHEL CHRISTIAN, SANDRINE KOTT & ONDREJ MATEJKA (dir.), *Planning in Cold War Europe. Competition, Cooperation, Circulations (1950s-1970s)*, Berlin – Boston, 2018.
4. ANGELA ROMANO & FEDERICO ROMERO (dir.), *European socialist regimes' fateful engagement with the West : national strategies in the long 1970s*, London – New York, 2021.
5. Voir entre autres, MICHAEL MASTANDUNO, *Economic containment : CoCom and the politics of East-West trade*, Ithaca, 1992; IAN JACKSON, *The Economic Cold War : America, Britain, and East-West Trade, 1948-1963*, New York, 2001; FRANK CAIN, *Economic Statecraft during the Cold War : European Responses to the US Trade Embargo*, Londres, 2007.
6. ANDRÉ STEINER, « Ostgeschäfte : Westliche Unternehmen in der DDR », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, 63/2, 2018, 221-234. Sur ce sujet, voir également PAVEL SZOBI, « Between ideology and pragmatism : the ČSSR, the GDR and West European companies in the 1970s and 1980s », *European Review of History*, 21/2, 2014, 255-269.
7. KARSTEN RUDOLPH, *Wirtschaftsdiplomatie im Kalten Krieg. Die Ostpolitik der westdeutschen Großindustrie 1945-1991*, Frankfurt am Main, 2004; JARI ELORANTA & JARI OJALA, « Converta – A Finnish Conduit in the East-West Trade », in Id. (dir.), *East-West Trade and the Cold War*, Jyväskylä, 2005, 169-198; VALENTINA FAVA, « Between Business Interests and Ideological Marketing : The USSR and the Cold War in Fiat Corporate Strategy, 1957-1972 », *Journal of Cold War Studies*, 20/4, 2019, 26-64; MARC BIRCHEN, *Die Firmenbeteiligungen der ARBED im Osteuropa der Nachkriegszeit : Luxemburger Wirtschaftsdiplomatie im Kalten Krieg*, Frankfurt am Main, 2015. Le rôle des entreprises dans le développement des contacts avec l'Est a également été mis en évidence dans, LAURENCE BADEL, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 2010, 275-331.

propres objectifs, parfois à contre-courant des gouvernements, et développent des stratégies pour contourner les obstacles de la guerre froide.

Le présent article qui retrace l'histoire de deux sociétés commerciales du PCB pendant la guerre froide souhaite remettre au centre de l'attention les acteurs de terrain et démontrer les apports d'une approche microéconomique. Il touche par ailleurs un sujet plus délicat et longtemps entouré de mystère, celui des finances du PCB et des PC occidentaux en général. Si l'on excepte certaines publications polémiques qui entendent incriminer les partis communistes en dévoilant leurs sources de financement cachées<sup>8</sup>, ce sujet est tout aussi peu connu de l'historiographie. L'ouverture des archives dans les anciennes démocraties populaires a certes permis certaines avancées<sup>9</sup>, mais les recherches systématiques manquent sur la participation des partis communistes au commerce Est-Ouest. Le Parti communiste d'Autriche (KPÖ) fait ici figure d'exception puisque des procédures judiciaires ont suscité l'intérêt des historiens qui se sont toutefois confrontés à l'absence de sources fiables.<sup>10</sup>

En Belgique, ce sujet reste méconnu et n'a jamais fait l'objet d'une étude spécifique. Au-delà de son aspect polémique, il ne soulève pas moins des questions intéressantes qui font l'objet de cet article. L'implication d'une organisation politique

dans un domaine d'activités qui n'est en apparence pas le sien pose d'abord la question des moyens : comment le PCB a-t-il contribué aux relations commerciales avec les pays de l'Est? Ensuite, sachant que de telles activités nécessitent de mettre en œuvre les méthodes de l'économie de marché, quels sont leurs motifs et leurs justifications idéologiques? Le PCB y trouve-t-il un intérêt matériel? Si oui, comment s'articulent les dimensions idéologique et pragmatique de ces activités?

La principale difficulté à laquelle nous avons été confronté est la disparité et l'insuffisance de sources fiables. Les finances du PCB constituent un tabou sur lequel les cadres du parti sont restés silencieux. À titre d'exemple, les souvenirs de Jacques Moins, responsable du secteur financier dans les années 70, ne livrent aucun détail sur ses activités dans ce domaine. Tout au plus mentionne-t-il le moment (fin 1969) où il accepte de seconder Boris Gordower dans la gestion du secteur commercial du parti.<sup>11</sup> Notre étude est donc le résultat d'un patient travail de recoupement de sources très diversifiées. Outre les sources officielles (les annexes au *Moniteur belge*), les archives d'entreprises ayant coopéré avec le PCB, celles des autorités politiques et économiques est-allemandes (la RDA ayant constitué un des marchés privilégiés par le PCB), ce travail repose sur les archives des rares militants commu-

8. En France, citons les ouvrages suivants : JEAN MONTALDO, *Les finances du PCF*, Paris, 1977 ; VICTOR LOUPAN & PIERRE LORRAIN, *L'argent de Moscou. L'histoire la plus secrète du PCF*, Paris, 1994.

9. KAREL BARTOŠEK, *Les aveux des archives : Prague-Paris-Prague, 1948-1968*, Paris, 1996, 79-83 et 109-156 ; HANS-CHRISTIAN HERRMANN, « Zum Verhältnis von SED und PCF : Einblicke in das Netzwerk der Beziehungen zwischen Frankreich und der DDR », *Deutschland Archiv*, 37/6, 2004, 1039-1047 ; JAN FOITZIK, « Aus der Buchhaltung der Weltrevolution. Finanzhilfen der "regierenden kommunistischen Parteien" für den internationalen Kommunismus 1950-1958 », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1994, 140-147 ; VICTOR ZASLAVSKY, « Die Finanzierung der Kommunistischen Partei Italiens durch die Sowjetunion », *Jahrbuch für Historische Kommunismusforschung*, 2010, 129-146 ; JOHANNES LILL, *Völkerfreundschaft im Kalten Krieg? Die politischen, kulturellen und ökonomischen Beziehungen der DDR zu Italien 1949-1973*, Frankfurt am Main, 2001, 375-379 ; CHARIS PÖTHIG, *Italien und die DDR : die politischen, ökonomischen und kulturellen Beziehungen von 1949 bis 1980*, Frankfurt am Main, 2000, 122-124 et 389-392.

10. MÄREN SELIGER, « KPÖ-Firmen und Osthandel 1945-1989. Rahmenbedingungen und einige Aspekte der Aussenhandlungspraxis », in GERTRUDE ENDERLE-BURCEL, DIETER STIEFEL & ALICE TEICHOVA (dir.), « Zarte Bande ». Österreich und die europäischen planwirtschaftlichen Länder (Mitteilungen des österreichischen Staatsarchivs, Sonderband 9), Wien, 2006, 107-129 ; ROMAN STOLZLECHNER, « Österreichs Wirtschaftsbeziehungen mit der DDR und die Bedeutung der KPÖ-Firmen », in *Idem*, 153-163 ; GERTRUDE ENDERLE-BURCEL, « Austrian business interests in socialist neighbouring countries : cloaked companies – CPA-related firms' Eastern trade », in GERTRUDE ENDERLE-BURCEL et alii (dir.), *Gaps in the Iron Curtain : Economic Relation Between Neutral and Socialist States in Cold War Europe*, Krakow, 2009, 125-141. L'étude la plus aboutie demeure toutefois MAXIMILIAN GRAF, « Parteifinanzierung oder Devisenwirtschaftung? Zu den Wirtschaftsbeziehungen von KPÖ und SED, 1946 – 1989 », *Jahrbuch für Historische Kommunismusforschung*, 2014, 229-248.

11. JACQUES MOINS, *Un itinéraire engagé 1929-2011*, Bruxelles, 2016, 63.

nistes ayant été actifs dans l'appareil économique du parti, à l'instar d'Eddy Poncelet. Après avoir été actif dans les mouvements de jeunesse communistes, Eddy Poncelet entre au PCB en 1948 et est rapidement élu au comité central. Remarqué pour sa lutte contre le service de 24 mois pendant son service militaire, il entre au secrétariat national de la Jeunesse populaire de Belgique (devenue Jeunesse communiste de Belgique en 1956) et y reste jusqu'en 1962. Dans le courant des années 60, il devient une personne influente dans l'appareil économique du PCB. Il est directeur de la société Tracosa entre 1968 et 1973 et détient des actions dans diverses sociétés du parti.<sup>12</sup> Le dossier des archives Poncelet concernant ces activités économiques constitue par conséquent une ressource précieuse, mais sensible, si bien qu'il est soumis à un embargo jusqu'en 2070. Il nous a toutefois exceptionnellement été ouvert.<sup>13</sup> Eddy Poncelet a par ailleurs accepté de nous rencontrer pour nous livrer son témoignage et apporter des compléments d'information.

Cet article se structure en deux parties. Dans un premier temps nous présenterons le fonctionnement de deux sociétés liées au PCB et actives dans le commerce avec l'Europe de l'Est. Ensuite, nous analyserons les enjeux cachés derrière ces activités commerciales en expliquant comment s'articulent les intérêts économiques et les motivations idéologiques.

## II. L'appareil économique du PCB

Les activités économiques du Parti communiste de Belgique se sont développées dans des domaines variés et reposaient sur plusieurs sociétés. Parmi

celles-ci, citons la Société Populaire d'Édition (l'imprimerie du parti), la librairie du Monde Entier et Progrès-Film<sup>14</sup> (qui diffusaient en Belgique des ouvrages ou des films en provenance d'URSS et des démocraties populaires), Belgatourist (une agence spécialisée dans les voyages en Europe de l'Est) et d'autres sans doute, actuellement inconnues. Dans le cadre de cet article, seront examinées les activités de deux sociétés spécialisées dans le commerce Est-Ouest pendant la guerre froide: Tracosa et *Belgian International Press*.

### Tracosa

La société anonyme Transactions commerciales, en abrégé Tracosa, est officiellement fondée le 8 février 1956 avec pour objet « l'importation et l'exportation de marchandises ainsi que, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières s'y rapportant directement ou indirectement, et ce tant en Belgique qu'à l'étranger ».<sup>15</sup> Son capital est fixé à 300.000 FB représenté par 300 actions au porteur. Parmi les sept actionnaires de départ, au moins quatre sont membres ou proches du PCB.<sup>16</sup> L'un d'eux est Xavier Relecom, une figure bien connue du parti qui devient rapidement le premier homme fort de Tracosa en tant qu'administrateur-directeur. Élu député communiste entre 1936 et 1945, il dirige le PCB dans la clandestinité pendant la guerre et est arrêté en juillet 1943. Libéré à la fin du conflit, il est rétrogradé comme simple militant pour avoir passé un accord avec l'occupant, ayant mené à l'arrestation de plusieurs cadres communistes. Il est toutefois réélu au comité central en 1948 avant d'être une nouvelle fois écarté au congrès de Vilvorde en 1954, lors

12. « Inventaris van de schenking Eddy Poncelet », in *site internet du Dacob*, <http://www.dacob.be/ONLINETEKSTEN/Archief%20Eddy%20Poncelet.pdf>, consulté le 16 mai 2023.

13. Nous tenons à remercier Eddy Poncelet, Jules Pirlot (président du CArCoB) et le personnel du CArCoB-Dacob pour l'autorisation accordée et leurs précieux conseils.

14. MORGAN DI SALVIA, *Progrès Films : un demi-siècle de distribution cinématographique en Belgique*, Cuesmes, 2015.

15. *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés commerciales. Annexe au Moniteur belge*, 18 février 1956, 1835.

16. Xavier Relecom et son fils Émile Relecom (respectivement 125 et 10 actions), Julian Weinreb (125 actions) et Roméo Dupuis (5 actions). Les trois autres actionnaires sont Paul Divoire (15 actions), Roger Madrid (15 actions) et Jean-Jacques Croonenborghs (5 actions).

duquel la direction du PCB est en grande partie renouvelée. Relecom garde cependant des responsabilités dans l'appareil économique du fait de sa solide expérience dans le monde des affaires.<sup>17</sup> Expert-comptable de formation, il a dirigé entre 1951 et 1953 la SPRL *East-West-Trading Cy*, une entreprise spécialisée dans le commerce avec les pays de l'Est, avant d'être responsable pour les relations avec l'Est au sein de la société Intercontinentale de Compensation.<sup>18</sup> Au vu de ce parcours professionnel, on peut se demander si le PCB était déjà actif dans le commerce Est-Ouest avant 1956. Une autocritique rédigée en septembre 1954 par Xavier Relecom semble indiquer que la réponse est négative. Ce type de document est l'expression d'une pratique très codifiée au sein des PC, qui permet le contrôle et la gestion des militants.<sup>19</sup> Il fournit également des informations intéressantes sur la façon dont le militant conçoit son travail pour le parti. Dans le cas présent, Relecom regrette de ne pas consacrer le temps nécessaire à ses activités politiques en raison de son emploi et des nombreux voyages à l'étranger qu'il implique.<sup>20</sup> Il établit ainsi une distinction nette entre ses activités politiques et professionnelles qui ne semblent donc pas être liées et qui sont même difficilement compatibles. Avec la création de Tracosa, la configuration change: il parvient désormais à concilier ses deux domaines d'activi-

tés en mettant son expérience professionnelle au service du parti.

Tracosa ne tarde pas à se faire un nom dans le cercle restreint des industriels faisant affaire avec les pays communistes. Dès 1957, on retrouve sa trace en Chine<sup>21</sup> où une délégation d'industriels belges se rend sous la conduite de Relecom et de Frédéric Dahlmann, directeur aux ACEC et – élément qui peut paraître étonnant pour un dirigeant d'une grande entreprise – sensible aux idées marxistes.<sup>22</sup> En 1961, c'est à Berlin-Est que Tracosa organise un voyage d'affaires pour le groupe de la Société Générale de Belgique (SGB). À la tête de cette délégation se trouve André Dubuisson, conseiller et futur directeur du groupe.<sup>23</sup>

Dès sa création, l'histoire de Tracosa est étroitement liée à celle du PCB et du mouvement communiste international. Au début des années 60, les divergences entre l'URSS et la République Populaire de Chine ont des répercussions en Belgique. Un petit groupe de militants réunis autour de Jacques Grippa se range derrière la Chine et forme un nouveau parti communiste prochinois après avoir rompu avec le PCB.<sup>24</sup> Cette scission n'est pas sans conséquence pour la direction de Tracosa. Xavier Relecom se joint en effet à la scission grippe si bien que l'incertitude plane sur l'avenir de

17. JOSÉ GOTOVITCH, « Relecom, Xavier », in *Nouvelle Biographie nationale*, vol. 7, Bruxelles, 2003, 303-308.

18. Note de la Commission des Cadres au Bureau Politique, concernant Xavier Relecom, 19 novembre 1954 (CARCoB-Dacob, dossiers CCP, n°3079).

19. CLAUDE PENNETIER & BERNARD PUDAL (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, 2002. Sur le cas belge, voir WIDUKIND DE RIDDER, « De communistische subjectiviteit onder de Koude Oorlog: de uitsluiting uit de Kommunistische Partij van België (1944-1956) », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, 36/1-2, 2006, 157-195.

20. Note de la Commission des Cadres au Bureau Politique, concernant Xavier Relecom, 19 novembre 1954 (CARCoB-Dacob, dossiers CCP, n°3079).

21. CATHERINE ALMEY, *Belgique et Chine au cœur de la guerre froide 1954-1957. La politique des petits pas*, Louvain-la-Neuve – Bruxelles, 1994, 95-96.

22. Frédéric Dahlmann (1909-1998) fait des études de commerce et d'économie à l'Université Humboldt de Berlin (1928-1933) où il est proche des milieux communistes et antifascistes. Entré aux ACEC en 1933, il part en Chine dès 1935 pour représenter la société. Il se trouve à Shanghaï en 1949 lorsque la ville est conquise par l'Armée populaire de libération et que la République populaire de Chine est proclamée. Séduit par le nouveau régime, il rentre toutefois en Belgique la même année. En 1953, il est nommé directeur aux ACEC et est responsable des exportations vers la Chine et les pays d'Europe de l'Est. Disposant d'un réseau particulièrement dense en Chine et en RDA, il joue un rôle capital – et pourtant encore très méconnu – dans le développement des relations commerciales entre la Belgique et ces deux pays. *Idem*, p. 95; Curriculum vitae de F. Dahlmann, s. d. [ca. 1966-1968], aimablement transmis par la famille Dahlmann.

23. Lettres de X. Relecom (Tracosa) à la Société Générale de Belgique, 19 et 30 mai 1961 (AGR2, archives de la Société Générale de Belgique (4ème versement), fonds André Dubuisson, n°1116).

24. JEAN-MICHEL DE WAELE, « Un cas de peur du rouge chez les rouges? Les réactions dans le parti communiste de Belgique face à la scission grippe », in PASCAL DELWIT & JOSÉ GOTOVITCH (dir.), *La peur du rouge*, Bruxelles, 1996, 137-145.

l'entreprise. En RDA, la direction du *SED*, restée fidèle à Moscou, s'inquiète du cours que pourrait suivre Tracosa, à qui elle a autorisé en 1962 l'ouverture d'un bureau permanent à Berlin-Est. Elle décide par conséquent de suspendre sa collaboration avec la société jusqu'à ce que deux représentants du PCB se déplacent en RDA pour certifier que le parti tient fermement la société entre ses mains.<sup>25</sup> De fait, Xavier Relecom est relevé de ses fonctions d'administrateur-directeur<sup>26</sup> et ne tarde pas à rejoindre Sodexim, une autre société créée à la suite de la scission grippiste et spécialisée dans le commerce avec la Chine.<sup>27</sup> Suite au départ de Relecom, c'est Boris Gordower<sup>28</sup> qui reprend la gestion de l'appareil économique du PCB.

Tracosa, quant à elle, poursuit ses activités en se concentrant sur les marchés d'Europe de l'Est, particulièrement la RDA et l'URSS, où un second bureau permanent est ouvert après celui de Berlin-Est. Mais en quoi consistent exactement les activités de la société du PCB ?

Tracosa réalise principalement un travail de représentation, c'est-à-dire qu'elle défend les intérêts d'entreprises belges sur les marchés est-allemand et soviétique. Cette représentation peut être occasionnelle, c'est-à-dire que la collaboration se limite à une transaction bien précise, ou plus régulière et elle fait alors l'objet d'un contrat.

Dans ce dernier cas, Tracosa s'engage à assurer la présence régulière des entreprises partenaires en RDA et en URSS, à servir d'intermédiaire avec les centrales d'achats et les ministères compétents, à transmettre les demandes d'offres avec les informations techniques nécessaires, ainsi qu'à assister son partenaire lors de la négociation et l'exécution d'éventuels contrats. En échange, l'entreprise qui recourt aux services de Tracosa s'engage à contribuer financièrement au fonctionnement du bureau de Moscou (pour un montant annuel variable en fonction des contrats, mais s'élevant souvent à plusieurs dizaines de milliers de FB) et à reverser à Tracosa des commissions pouvant atteindre jusqu'à 5 % du montant des affaires conclues (ici aussi, le pourcentage varie en fonction des contrats et du montant des affaires).<sup>29</sup> Parmi les clients réguliers de Tracosa, on retrouve les entreprises de la famille Bekaert, mais surtout de nombreuses entreprises liées à la SGB<sup>30</sup> (les ACEC, Sybeta, La Brugeoise & Nivelles, Cockerill).

Plus rarement, Tracosa représente les intérêts d'entreprises d'Europe de l'Est sur le marché belge. Citons à titre d'exemple la représentation des intérêts roumains – plus spécifiquement la société *Pétrom* – dans le projet de raffinerie à construire dans la région liégeoise<sup>31</sup> qui mènera à l'affaire *IBRAMCO* et à la chute du gouvernement Leburton en 1974.

25. Aktennotiz, 9 septembre 1963 (BArch-Lichterfelde, fonds SED, DY30, n° 97.618).

26. *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés commerciales. Annexe au Moniteur belge*, 1<sup>er</sup> février 1964, 1869.

27. Sur la création de Sodexim et ses activités en Chine, voir les souvenirs de Henri Lederhandler, fondateur et directeur de la société. Ils constituent un des rares témoignages écrits sur le fonctionnement des sociétés commerciales liées à la galaxie communiste. HENRI LERDERHANDLER, *Un parcours improbable*, Bruxelles, 2013.

28. D'origine ukrainienne, Boris Gordower adhère au PCB en 1940 après avoir noué des liens avec Xavier Relecom. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans la résistance et est arrêté en juillet 1943. Déporté en Allemagne, il ne revient en Belgique qu'en 1945. Naturalisé belge, il devient, après la guerre, un membre influent de l'appareil commercial du parti et dirige notamment la librairie du Monde Entier. « Gordower, Basile et Boris », in JOSÉ GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore : les Communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, 2018, 618-619.

29. Ces informations sont basées sur les négociations contractuelles de Tracosa avec les entreprises Lachaussée et Sybeta. Lettre de A. De Coninck et E. Poncelet à Lachaussée, 5 mai 1971 (CARCoB-Dacob, fonds Eddy Poncelet, n°157); Lettre de R. Robert et F. Van Campenhout (Sybeta) à Tracosa, 20 février 1970 (AGR2, fonds Sybeta, n°246).

30. Créée en 1822, la Société Générale de Belgique est historiquement le premier groupe financier de Belgique. Banque mixte jusque 1934, elle prend ensuite la forme d'un holding à la tête d'un portefeuille d'actions important. Elle détient ainsi des parts dans les plus grandes entreprises belges, ce qui en fait un des principaux centres du pouvoir économique privé dans le pays. XAVIER MABILLE, CHARLE-X. TULKENS & ANNE VINCENT, *La Société Générale de Belgique 1822-1997. Le pouvoir d'un groupe à travers l'histoire*, Bruxelles, 1997.

31. Lettre de C. Mawet, administrateur de Tracosa, à E. Close, Secrétaire d'État à l'économie régionale wallonne, 25 avril 1972 (CARCoB-Dacob, fonds Pierre Beauvois, n°11).

Les bureaux permanents à Moscou et Berlin-Est occupent une position centrale dans le travail de prospection et le suivi des contrats. Ceux-ci sont dirigés par des hommes de confiance, membres du parti<sup>32</sup>, mais ils emploient aussi du personnel russe et est-allemand. Outre la transmission de la correspondance et des offres, la logistique des réunions d'affaires, ces bureaux étudient l'organisation des différentes branches industrielles afin d'identifier les acteurs susceptibles d'être intéressés par les produits belges et d'orienter plus efficacement les campagnes publicitaires.<sup>33</sup> Ils sont également mobilisés lors des foires commerciales, par exemple la foire de Leipzig en RDA qui constitue un lieu incontournable des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest.<sup>34</sup> Ces foires offrent en effet des opportunités non négligeables pour présenter les technologies belges et décrocher des contrats importants.

Enfin, Tracosa ne se cantonne pas à un simple travail de représentation. La société essaie de diversifier ses activités en s'impliquant directement dans l'import et l'export de certaines marchandises. Eddy Poncelet nous a confié avoir négocié pour le compte de Tracosa des achats de houblon en Belgique pour ensuite revendre la marchandise en RDA, où la récolte avait été mauvaise.<sup>35</sup> À la fin des années 60, la société du PCB cherche également à développer les importations de matières premières et de biens de consommation en provenance des démocraties populaires. Mais ce domaine est particulièrement complexe

car il touche à ce qu'on appelle les opérations de compensation.<sup>36</sup> À partir des années 60, les pays communistes, craignant leur endettement croissant vis-à-vis des pays capitalistes, cherchent des moyens de refinancer leurs importations en provenance de l'Ouest. Une des possibilités est le commerce de compensation: lorsqu'une entreprise occidentale décroche un contrat important avec un pays du bloc soviétique, il est courant qu'un second contrat soit signé en parallèle. Ce dernier stipule que l'entreprise concernée s'engage à importer des marchandises du pays avec lequel elle fait affaire pour un montant équivalent à un certain pourcentage de la valeur du premier contrat. Ces marchandises sont ensuite écoulées à l'Ouest ou sur un marché tiers.<sup>37</sup> Le plus souvent, ces opérations de compensation sont déléguées à des entreprises spécialisées qui ont fait de ce commerce le cœur de leur activité. Par exemple, en Belgique, la société Devetra – une filiale des ACEC – a développé une expérience unique dans ce domaine. Elle prêtait d'ailleurs régulièrement ses services aux autres entreprises de la SGB. Cela n'a toutefois pas empêché Tracosa de prendre part à des opérations de compensation, comme nous l'a indiqué Eddy Poncelet.<sup>38</sup>

Au fil des années, Tracosa s'impose progressivement comme un acteur presque incontournable du commerce entre la Belgique et les pays du bloc soviétique. Il faut toutefois préciser que c'est en partie grâce aux privilèges concédés par les autorités communistes de RDA et d'URSS que la

32. Dès sa création en 1962, le bureau de Berlin-Est est dirigé par Guy Cooreman, docteur en droit de l'Université de Gand et membre du PCB depuis 1953. Il a sans doute été choisi pour ses bonnes connaissances de la langue allemande et pour ses relations avec certains cadres du parti. Guy Cooreman joue également un rôle de premier plan dans l'Association Belgique-RDA, dont il est administrateur puis commissaire. Biografische vragenlijst, 27 novembre 1967 (CARCoB-Dacob, *dossiers CCP*, n°5188).

33. Aide-mémoire: services rendus par TRAMO aux firmes avec lesquelles nous avons un accord de représentation et qui contribuent aux frais de nos services de Moscou, s. d.; Note interne: modes de prospection en URSS, 4 janvier 1971 (CARCoB-Dacob, *fonds Eddy Poncelet*, n°157).

34. KARSTEN RUDOLPH & JANA WÜSTENHAGEN, *Große Politik - kleine Begegnungen: die Leipziger Messe im Ost-West-Konflikt*, Berlin, 2006.

35. Entretien de l'auteur avec Eddy Poncelet, ancien membre du PCB et directeur de Tracosa, Ostende, le 7 septembre 2022.

36. Rapport à M. Gordower, administrateur de la S. A. Tracosa, sur les importations et affaires d'achat et de compensation en produits de provenance des pays de l'Est, 2 octobre 1968 (CARCoB-Dacob, *fonds Eddy Poncelet*, n°157).

37. MATTHIAS JUDT, « Kompensationsgeschäfte der DDR - Instrumente einer europäischen Ost-West-Wirtschaftsintegration? », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 49/2, 2008, 117-138. Sur la Belgique, voir LILIANE VAN HOOF, *La compensation dans les échanges est-ouest: analyse théorique et vérification empirique dans l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise*, thèse de doctorat, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 1983.

38. Entretien de l'auteur avec Eddy Poncelet, ancien membre du PCB et directeur de Tracosa, Ostende, le 7 septembre 2022.



Visite d'Erich Honecker au stand de Tracosa, à la foire de Leipzig (année inconnue). À gauche, avec une veste brune et des lunettes, se trouve Guy Cooreman, le directeur de Tracosa-Berlin. Source : documentation personnelle d'Eddy Poncelet.

société du PCB parvient à occuper cette position avantageuse. Tout d'abord, la possibilité d'installer des bureaux permanents à Berlin-Est et à Moscou constitue une rare exception pour une société dont le siège se situe dans un pays occidental. Dans les années 1960 et 1970, les entreprises qui ambitionnent une implantation durable sur le marché soviétique (ou d'Europe de l'Est de façon plus générale) doivent se livrer à un travail de longue haleine dans des conditions qui sont loin d'être favorables. À défaut de bureau sur place, les représentants de ces sociétés en sont réduits à louer des chambres d'hôtel au prix fort pour y travailler de façon semi-clandestine.<sup>39</sup> En RDA, ce privilège est d'autant plus important que le pays n'entretient aucune relation officielle avec la Belgique avant décembre 1972. Les entreprises belges ne peuvent par conséquent pas compter sur les services commerciaux d'une ambassade, même si les autorités belges font preuve d'un certain pragmatisme dans ce domaine.<sup>40</sup>

Tracosa bénéficie d'autres faveurs, notamment en Allemagne de l'Est où le SED intensifie et systématise sa collaboration économique avec la firme du PCB à partir du milieu des années 60. À ce moment, Tracosa connaît des difficultés importantes, sans doute suite à la perte du marché chinois, et elle risque de mettre la clé sous la porte. Une coopération régulière est par conséquent organisée avec les institutions en charge du commerce extérieur en RDA. Concrètement, il s'agit de donner des informations confidentielles sur les programmes d'importations, d'aider Tracosa à obtenir la représentation d'entreprises belges, par exemple en octroyant la qualité d'invité d'honneur aux dirigeants de la firme communiste lors de la Foire de Leipzig, de manière à renforcer sa crédibilité. Il est

également question de réunions bisannuelles avec le ministère est-allemand du Commerce extérieur et de contacts réguliers avec la représentation à Bruxelles de la *Kammer für Außenhandel* afin de discuter des affaires en cours.<sup>41</sup>

Ces différentes dispositions offrent à Tracosa l'opportunité d'occuper une position unique et de s'imposer comme un intermédiaire indispensable pour les entreprises qui souhaitent commercer avec les pays communistes. Cela lui permet d'engranger des bénéfices importants, de stabiliser sa situation financière et même de faire croître son capital. Par exemple en 1970, dans le cadre du contrat de représentation avec Sybetra, Tracosa touche une commission avoisinant les 4 millions de FB, son partenaire prenant part à la construction d'une usine à éthylène à Böhlen pour un montant de 600 millions de FB.<sup>42</sup> Quelques années plus tard, en 1979, Tracosa représente les intérêts d'un consortium présidé par Cockerill lorsque celui-ci reçoit la commande d'un laminoir à chaud à Maxhütte pour un montant estimé à 8 milliards de FB. Une commande que d'aucuns qualifient de « contrat du siècle »<sup>43</sup>. Le montant de la commission touchée ici n'est pas connu, mais on peut imaginer, au vu des chiffres évoqués, qu'il fut très élevé. Ces succès commerciaux contribuent au développement des activités de la société dont le capital ne cesse de croître : d'un montant de 300.000 FB à sa création, il passe à 1.800.000 FB en 1966, puis à 5.000.000 FB en 1976 et enfin à 15.000.000 FB en 1983.<sup>44</sup>

Alors que la rentabilité de Tracosa repose en partie sur la coopération avec les pays communistes, ce n'est pas l'effondrement du bloc soviétique qui provoque la disparition de la société. En 1994, elle est cédée à un particulier qui occupait déjà

39. MARCEL TOUSSAINT, « Commerce avec l'Est: la longue route qui mène au succès », *Vision*, novembre 1970, p. 53-57 (CARCoB-Dacob, fonds Eddy Poncelet, n°157).

40. CAREL HORSTMEIER, « La politique de reconnaissance de la RDA en Belgique jusqu'en 1972 », in ULRICH PFEIL (dir.), *La RDA et l'Occident 1949-1990, colloque international de Paris (novembre 1999)*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2000, 286-290.

41. Boris Gordower à Marc Drumaux, président du PCB, 14 décembre 1968 (BArch-Lichterfelde, fonds SED, DY30, n° 97618).

42. F. Van Campenhout, directeur général de Sybetra, à E. Poncelet et G. Cooreman, 29 juillet 1970 (AGR2, fonds Sybetra, n°246).

43. *L'Écho de la Bourse*, 7 mai 1979, 1 ; « Le contrat du siècle? », *Association Belgique-République démocratique allemande, périodique trimestriel*, 15<sup>e</sup> année, n°3, 1979, 4-5.

44. *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés commerciales. Annexe au Moniteur belge*, 25 juin 1966, 8642-8643 ; 10 juillet 1976, 21448 ; 27 janvier 1983, 3666-3667.

le poste de directeur général depuis 1985. Ce dernier poursuit les activités de Tracosa en Russie via le bureau de Moscou. Il semble finalement que ce soit une actualité plus récente qui provoque la dissolution de la société, le 16 septembre 2014.<sup>45</sup> Celle-ci intervient en effet quelques jours après l'entrée en vigueur de nouvelles sanctions européennes contre l'économie russe suite à l'annexion de la Crimée en mars 2014<sup>46</sup> – sans toutefois que l'on puisse établir avec certitude un lien de causalité avec la dissolution de Tracosa.

De son côté, le parti communiste poursuit des activités commerciales pendant plusieurs années en se réorientant vers d'autres pays. Sous l'impulsion de son président Pierre Beauvois, l'aile francophone du parti crée en décembre 1993 la SPRL Walsud, une société dont l'objectif est de développer les relations commerciales avec l'île de Cuba.<sup>47</sup> Bien plus modeste que Tracosa, Walsud dispose d'un siège à La Havane et poursuit quelques projets de coopération économique avant de faire faillite en 2009.<sup>48</sup>

## Belgian International Press (BIP)

Le 30 décembre 1964, les activités commerciales du PCB se diversifient avec la création d'une nouvelle société anonyme dénommée *Bel-*

*gian International Press (BIP)* dirigée par Michel Vanderborgh.<sup>49</sup> La création de cette société, héritière d'une coopérative fondée en 1949<sup>50</sup>, s'inscrit dans le contexte du développement des relations commerciales entre la Belgique et la RDA, mais aussi dans celui de la scission chinoise au sein du PCB.<sup>51</sup> Vers 1963-64, la Foire de Leipzig cherche un nouveau partenaire pour représenter ses intérêts en Belgique. Depuis le début des années 50, elle était représentée – au même titre que d'autres foires commerciales telles celles de Brno (Tchécoslovaquie) et de Poznan (Pologne) – par le Comité Belge de Contribution au Développement du Commerce International (CBCI).<sup>52</sup> Ce comité a été fondé le 12 juillet 1952 par le baron Antoine Allard qui revenait alors d'une conférence économique internationale organisée à Moscou. L'objectif du CBCI était de contribuer au dialogue Est-Ouest et à la détente en développant les relations commerciales avec les pays communistes. Il est particulièrement actif dans le commerce avec la Chine, pays avec lequel le baron Allard a noué des liens étroits. Ce dernier prend d'ailleurs le parti de Mao lorsque les tensions entre la Chine et l'URSS éclatent au grand jour.<sup>53</sup> Au début des années 60, le CBCI et son fondateur, qui ne sont plus les bienvenus à Moscou et dans le bloc soviétique, commencent à susciter la méfiance au sein du PCB.

45. *Annexes au Moniteur belge*, 2 octobre 2014, consulté en ligne via <https://www.ejustice.just.fgov.be/tsv/tsvf.htm>.

46. Décision 2014/659/PESC du Conseil du 8 septembre 2014 modifiant la décision 2014/512/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, *Journal officiel de l'Union européenne*, L271, 12 septembre 2014, 54-57.

47. Quelques documents sur la société Walsud sont conservés dans les archives de Pierre Beauvois (CArCoB-Dacob, fonds Pierre Beauvois, n°10).

48. *Moniteur belge*, 23 mars 2009, p. 23756, consulté en ligne via <https://www.ejustice.just.fgov.be/tsv/tsvf.htm>.

49. Membre du PCB, Michel Vanderborgh était le principal actionnaire de la société ainsi que président du CA et administrateur délégué. Parmi les autres actionnaires membres du parti, nous retrouvons Boris Gordower, Eddy Poncelet, Hubert Hankard, Antoine Uytterhaeghe, Didier Geluck... *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés commerciales. Annexe au Moniteur belge*, 20 janvier 1965, 1102-1103.

50. Le Comptoir d'Édition, de Publicité et d'Impression, devenu *Belgian International Press* en décembre 1961 avant sa dissolution en décembre 1964. Plusieurs des personnes impliquées seront des actionnaires de la SA BIP. *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés commerciales. Annexe au Moniteur belge*, 12 juin 1949, 4681-4682; 26 janvier 1962, 1460; 20 janvier 1965, 1091.

51. Eddy Poncelet nous a livré une autre version, expliquant que BIP avait été créée pour pallier le manque de publicité dans le *Drapeau Rouge* et le *Rode Vaan*. Entretien de l'auteur avec Eddy Poncelet, ancien membre du PCB et directeur de Tracosa, Ostende, le 7 septembre 2022.

52. En témoigne la correspondance échangée avec la *Kammer für Außenhandel der DDR* et la direction de la Foire de Leipzig (BArch-Lichterfelde, fonds *Kammer für Außenhandel der DDR*, DL200, n°180).

53. JÉRÔME ADANT, *Le Baron rouge? Antoine Allard de Stop-War à Oxfam*, Charleroi, 2008, 90-95.

En 1964, alors que se prépare la foire de printemps à Leipzig, le PCB fait face à la scission grippiste. Eddy Poncelet est alors informé par un membre du parti contribuant à la représentation de la foire en Belgique « sur le danger qu'il y avait à voir passer le Comité dans des mains inamicales et sur l'urgence qu'il y avait à prendre des mesures en vue de prévenir un tel développement »<sup>54</sup>. Le « Comité » ici mentionné est probablement le CBCI dont certains membres sont favorables à la Chine. La possibilité d'une dissolution est évoquée et le parti décide finalement de proposer à la foire de Leipzig d'octroyer sa représentation, ainsi que celle des autres foires des pays de l'Est, à la nouvelle firme qui est sur le point d'être créée par Michel Vanderborght. Les Allemands de l'Est acceptent cette proposition et un contrat de représentation est conclu avec *BIP*.<sup>55</sup> Le contenu précis de cet accord reste toutefois inconnu.

Dès 1965, en tant que représentant officiel de la Foire de Leipzig pour la Belgique et le Grand-Duché du Luxembourg, *BIP* organise périodiquement des réceptions en collaboration avec la représentation de la *Kammer für Außenhandel der DDR* à Bruxelles.<sup>56</sup> Le but est d'annoncer les modalités pratiques de la prochaine foire et d'attirer autant d'exposants belges que possible. Par ailleurs, afin de tenir les industriels belges informés du développement des relations commerciales avec la RDA, *BIP* publie un bulletin intitulé *Mercurius*. Il paraît à un rythme irrégulier entre novembre 1964 et 1972, année de la reconnaissance officielle de la RDA par le gouvernement belge. Parallèlement, *BIP* publie entre 1967 et 1972 *Hermes*, un autre bulletin d'information qui est cette fois spécialisé dans les relations commerciales entre la

Belgique et l'URSS. Après 1972, *Hermes* disparaît et seul *Mercurius* subsiste sous la forme nouvelle d'un « périodique d'information des relations est-ouest »<sup>57</sup> dont la parution cesse en 1974.

Outre le travail de représentation des foires et salons d'exposition des pays d'Europe de l'Est, *BIP* est également active dans le milieu de la publicité. La société prend en charge les campagnes publicitaires des sociétés belges dans les pays communistes, particulièrement l'URSS et la RDA. Pour vendre ses services, la société se targue d'avoir une grande expérience d'un marché de 330 millions de consommateurs qui reste cependant très peu connu des entreprises occidentales. « Nous avons, sur le bout des doigts, l'expérience de ce marché » peut-on lire dans un encart publicitaire : « Nous savons la marche à suivre, la stratégie à appliquer pour atteindre et intéresser les entreprises d'état des pays du Comecon. Si les voies à suivre sont différentes, elles n'en sont pas moins profitables. Il suffit de "savoir y faire" et nous savons comment... [...] Dites-nous ce que vous voulez promouvoir aux pays de l'Est-européen... Nous vous dirons comment faire »<sup>58</sup>.

Si *BIP* dispose certes d'une expertise particulière, elle bénéficie surtout d'une position préférentielle, à l'instar de Tracosa. La société de Michel Vanderborght a ainsi signé des contrats avec *Interwerbung* et *Vnechtorgreklama*, sociétés qui ont respectivement le monopole de la publicité en RDA et en URSS. Ces accords lui permettent d'envoyer des annonces publicitaires qui sont ensuite publiées dans des revues spécialisées.<sup>59</sup> Par ailleurs, les campagnes publicitaires sont menées en étroite coopération avec Tracosa. Fin 1968,

54. Rapport non signé établi pour le secrétariat du parti (peut-être par Jan Everaert), s. d. [ca. février-mars 1964] (CArCoB Dacob, fonds Jan Everaert, n°12).

55. *Ibidem*.

56. Carton d'invitation à une réception organisée à Anvers le 13 février 1970 à l'occasion de la 2010<sup>e</sup> Foire de Leipzig (CArCoB-Dacob, fonds Michel Vanderborght, n°38).

57. *Mercurius*, n°45, mai 1973. Une collection complète de *Mercurius* est disponible au CArCoB-Dacob sous la cote W/056-01. Ce centre d'archives conserve également une collection très partielle de *Hermès* sous la cote W/056-02.

58. *Mercurius*, n°46, juin 1973, 2.

59. Le contenu précis de ces contrats reste inconnu, mais ils sont mentionnés de manière indirecte dans d'autres documents. Par exemple, pour le contrat avec *Interwerbung*: Vereinbarung über die Entwicklung der Zusammenarbeit auf ökonomischen Gebiet zwischen der SED und der KP Belgiens, s. d. [ca. 1975] (BArch-Lichterfelde, fonds SED, DY30, n° 98544).



les actionnaires de cette dernière société décident en effet « qu'il y a lieu de prévoir une entraide entre les deux firmes et que cette coopération devrait être institutionnalisée »<sup>60</sup>. Un exemple concret de cette collaboration systématisée est l'exposition internationale *Stroimaterialy 71* organisée à Moscou en septembre 1971 et consacrée aux matériaux de construction. Pour cette occasion, Tracosa met en place un dispositif marketing particulier en collaboration avec *BIP*. Au début de l'année 1971, de nombreuses réunions sont organisées au siège bruxellois de Tracosa avec des représentants de *BIP*. Une répartition des tâches est organisée dans la réalisation des campagnes publicitaires en URSS: Tracosa est chargée de récolter la publicité auprès des clients belges tandis que *BIP* doit veiller à la bonne exécution et à l'efficacité de la campagne.<sup>61</sup> De même, Tracosa s'occupe des aspects commerciaux de la participation de ses clients à l'exposition (organisation des contacts avec les techniciens soviétiques, introduction des dossiers auprès des ministères ou centrales d'achats, accompagnement lors de la négociation de contrats...), tandis que *BIP* prend en charge les aspects techniques (traduction en russe et impression de la documentation destinée à la clientèle soviétique, fourniture de films publicitaires en russe, d'illustrations, de diapositives, ainsi que mise à disposition du matériel de projection...)<sup>62</sup> Les deux sociétés travaillent donc en totale synergie afin d'offrir à leur clientèle des services complémentaires.

Derrière cette collaboration entre les deux sociétés du PCB, il y a sans aucun doute un souci d'efficacité, mais il ne faut pas négliger les considérations financières. Certains signes semblent

indiquer que *BIP* rencontre des difficultés sur le plan économique. La disparition de *Hermes* en 1972 et celle de *Mercurius* deux ans plus tard peuvent être perçues comme les premiers signes d'une fragilité économique. Réorienter la clientèle de Tracosa vers *BIP* constitue par conséquent un moyen de fournir un soutien économique. La société de Michel Vanderborghet met toutefois la clé sous la porte en 1977<sup>63</sup>, vraisemblablement pour des raisons économiques.

### III. Idéologie et intérêts économiques

Ce bref aperçu de l'histoire des deux sociétés du PCB nous montre qu'elles agissent comme des intermédiaires en cherchant à développer les relations commerciales de la Belgique à travers le « rideau de fer ». Cette position d'entre-deux révèle plusieurs paradoxes qu'il convient d'éclaircir. Tout d'abord, Tracosa comme *BIP* ont été amenées au cours de leur histoire à côtoyer et à collaborer avec le grand patronat, en particulier la Société Générale de Belgique. Les deux entreprises défendaient dans les pays communistes les intérêts des entreprises capitalistes occidentales. D'une certaine manière, le PCB contribuait de la sorte aux activités des grands groupes financiers, les fameux trusts dont le fonctionnement était dénoncé par le rédacteur en chef du *Drapeau Rouge* Pierre Joye.<sup>64</sup> En retour, le grand patronat finançait indirectement les activités d'un parti qu'il combattait (au début de la guerre froide, la SGB a abondamment financé les réseaux anticommunistes, notamment celui qui a organisé l'assassinat de Julien Lahaut, président du PCB<sup>65</sup>) et qui lui menait souvent la vie dure dans ses usines.<sup>66</sup> Il y a donc lieu de

60. Note: Assemblée des actionnaires de Tracosa du 11 septembre 1968, 12 septembre 1968 (CArCoB-Dacob, fonds Eddy Poncelet, n°157).

61. Rapport de la réunion du 1<sup>er</sup> février 1971 à Tracosa, s. d. (CArCoB-Dacob, fonds Eddy Poncelet, n°157).

62. L'exposition comme instrument de marketing en URSS: méthode d'approche commerciale et moyens à mettre en œuvre (*Stroimaterialy 71*), 1971 (CArCoB-Dacob, fonds Eddy Poncelet, n°157).

63. *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés commerciales. Annexe au Moniteur belge*, 20 janvier 1978, 2424.

64. PIERRE JOYE, *Les trusts en Belgique. La concentration capitaliste*, Bruxelles, 1956 (l'ouvrage est réédité et actualisé en 1960, 1961 et 1964).

65. WIDUKIND DE RIDDER, EMMANUEL GERARD & FRANÇOISE MÜLLER, *Qui a tué Julien Lahaut? Les ombres de la guerre froide en Belgique*, Bruxelles, 2015, 196-201.

66. Voir par exemple ADRIAN THOMAS, *Robert Dussart. Une histoire ouvrière des ACEC de Charleroi*, Bruxelles, 2021.

s'interroger sur les motivations idéologiques et les intérêts matériels qui entouraient ces activités commerciales: quelle était la part d'idéologie et quelle était la part de pragmatisme?

Pour atténuer le paradoxe que constitue la collaboration avec les plus grandes entreprises de Belgique, le PCB cherche à donner une justification idéologique à ses activités commerciales. Eddy Poncelet nous a ainsi longuement entretenu des motivations idéologiques qui sont à l'origine du fonctionnement de Tracosa. D'après lui, le *CoCom* et les entraves au commerce avec le monde communiste constituaient le principal obstacle au développement économique des pays d'Europe de l'Est qui tentaient de se reconstruire après avoir été durement touché par les destructions de la Seconde Guerre mondiale. Le PCB a par conséquent cherché des solutions pour contourner ces entraves et venir en aide à l'URSS et aux démocraties populaires. Ne possédant pas les compétences techniques nécessaires, il a créé une société de représentation pour faciliter les exportations de produits belges vers ces pays.<sup>67</sup> Cette volonté de stimuler les liens commerciaux s'inscrivait également dans la continuité de la politique extérieure du « grand frère » soviétique. Rappelons qu'en avril 1952 déjà, Moscou organise une conférence économique internationale à la fois pour briser l'embargo commercial dont elle est la cible et pour jeter les bases d'une coopération économique avec l'Ouest qui sera amplifiée après la mort de Staline.<sup>68</sup>

Outre le contexte international, les activités de Tracosa et *BIP* répondent aussi, selon Eddy Poncelet, à des problématiques internes à la Belgique, par exemple la protection de l'emploi et la lutte contre le chômage. En offrant aux entreprises belges la possibilité de trouver des débouchés à l'Est, le PCB espère sauvegarder des emplois menacés en Bel-

gique.<sup>69</sup> Cette affirmation de l'ancien directeur de Tracosa recoupe ici un exemple concret documenté par les archives. En 1981, la société Gregg Europe, spécialisée dans la construction de matériel ferroviaire et dont les intérêts en RDA sont représentés par Tracosa, se voit retirer une importante commande est-allemande de 220 wagons suite à des retards et à une augmentation de prix. Cette annulation remet en cause l'avenir de la société belge si bien que le président du PCB, Louis Van Geyt, écrit en personne au comité central du *SED*. Reconnaissant que les arguments invoqués par la partie est-allemande pour justifier l'annulation sont peu contestables d'un point de vue strictement commercial, il souhaite toutefois attirer l'attention « sur d'autres aspects, qui [...] paraissent non moins importants de cette affaire qui a d'importantes implications d'ordre politique et social »<sup>70</sup>. Van Geyt attribue les retards à la « faillite provoquée » des anciens actionnaires américains et insiste sur le fait que cette commande est essentielle pour assurer la relance de la société sauvée par des fonds publics. Il conclut:

« Il est dès lors certain que si l'annulation de cette commande devait se confirmer, non seulement le démarrage de la nouvelle société et l'existence même de l'entreprise s'en trouveraient gravement compromis, mais encore toutes les forces hostiles, en Flandre surtout, et au secteur économique public (État), et au développement de la coopération économique Belgique-RDA, dans une optique de consolidation de la détente paneuropéenne, en tireraient vigoureusement argument pour affaiblir les positions de ceux qui refusent de les suivre, y compris au niveau du gouvernement. »<sup>71</sup>

Les préoccupations de politique intérieure (la protection de l'emploi et du secteur public) et la

67. Entretien de l'auteur avec Eddy Poncelet, ancien membre du PCB et directeur de Tracosa, Ostende, le 7 septembre 2022.

68. MIKHAIL LIPKIN, « Avril 1952, la conférence économique de Moscou: changement de tactique ou innovation dans la politique extérieure stalinienne? », *Relations internationales*, 147, 2011/3, 19-33; ANGELA ROMANO, « Pan-Europe. A continental space for cooperation(s) », in ANGELA ROMANO & FEDERICO ROMERO, *European socialist regimes' fateful engagement with the West: national strategies in the long 1970s*, London, 2021, 32-33.

69. Entretien de l'auteur avec Eddy Poncelet, ancien membre du PCB et directeur de Tracosa, Ostende, le 7 septembre 2022.

70. Lettre de Louis Van Geyt au CC du SED, 3 mars 1981 (BArch-Lichterfelde, *fonds SED*, DY30, n° 17786)

71. *Ibidem*.

volonté de développer la coopération avec l'Est sont donc les deux éléments par lesquels les cadres du PCB justifient idéologiquement leurs activités commerciales.

Mais cette dimension idéologique revendiquée se conjugue aussi avec des intérêts matériels moins assumés. La solidarité dont fait preuve le parti dans sa volonté d'aider les démocraties populaires dans leur reconstruction n'est pas à sens unique. Rappelons les difficultés financières rencontrées par Tracosa dans le courant des années 60 qui amènent le PCB à demander l'aide du SED. Dans un courrier de décembre 1968, c'est au nom de l'internationalisme et de la solidarité entre les partis communistes que Marc Drumaux, alors président du PCB, en appelle au soutien des camarades est-allemands.<sup>72</sup> Nous abordons ici une question délicate, à savoir le financement du PCB par les activités de ses sociétés commerciales. Car il semble bien que les bénéfices engendrés par Tracosa arrivaient d'une manière ou d'une autre dans les caisses du parti. Boris Gordower le reconnaît implicitement en 1967 lors d'une réunion avec des officiels du ministère est-allemand du Commerce extérieur. Regrettant le manque de coopération entre Tracosa et le ministère, il craint que cette situation ne porte un coup sévère aux finances du parti (« *ein[en] schwere[r] Schlag für die Finanzen der belgischen Bruderpartei* »<sup>73</sup> selon un compte rendu indirect de cette réunion). Gordower établit donc un lien entre la santé économique de Tracosa d'une part, et les finances du PCB d'autre part. Ce lien est encore plus clairement exprimé dans le compte rendu d'une réunion entre une délégation du PCB (au sein de laquelle nous retrouvons Boris Gordower et Guy Cooreman) et l'*Abteilung Handel/Außenhandel*

du comité central du SED. « *Die finanzielle Lage der KP Belgiens wird weitgehend von der Effektivität der Parteifirma „Tracosa“ mitbestimmt* »<sup>74</sup> peut-on lire dans ce document.

Nous ignorons toutefois comment les fonds circulaient de l'un à l'autre. Les comptes publiés dans les annexes du *Moniteur belge* – si tant est qu'ils reflètent la réalité – ne rapportent aucun versement de dividendes lorsque Tracosa dégage une marge bénéficiaire<sup>75</sup>. Cela exclut par conséquent l'hypothèse selon laquelle les actionnaires communistes reversaient leurs gains au parti. Il existait peut-être des constructions financières, mais faute de documentation, le mystère reste entier d'autant que le financement des partis politiques n'est à cette époque pas règlementé. C'est seulement en 1989 qu'est votée la première loi encadrant le financement et la comptabilité des partis politiques mettant ainsi fin à un véritable vide juridique.<sup>76</sup>

Pour synthétiser, les activités commerciales du PCB comportent à la fois une dimension idéologique et une dimension pragmatique. D'une part, elles constituent une forme originale – et jusqu'ici peu mise en avant par la littérature scientifique – d'internationalisme et d'entraide entre partis communistes. D'autre part, la poursuite des intérêts matériels amène le PCB à user des méthodes du système capitaliste et à coopérer avec les trusts qu'il fustige tant. Il s'agit sans doute d'une concession à faire afin de rassembler les fonds nécessaires à la poursuite du combat politique et idéologique. Il faut en effet rappeler qu'après 1947 et le début de la guerre froide, les résultats électoraux du PCB s'effondrent rapidement.<sup>77</sup> Les sources de financement connues (cotisations,

72. Lettre de Marc Drumaux au CC du SED, 14 décembre 1968 (BArch-Lichterfelde, *fonds SED*, DY30, n°97618).

73. Lettre de Markowski à Weiß, 27 novembre 1967 (BArch-Lichterfelde, *fonds SED*, DY30, n°81250).

74. « La situation financière du PC de Belgique est dans une large mesure déterminée par l'efficacité de la société du parti 'Tracosa' » (traduction personnelle). Aufenthalt einer Delegation KP Belgiens zur Aussprache mit Genossen der Abteilung Handel/Außenhandel des ZK der SED in Berlin, 13 décembre 1967 (BArch-Lichterfelde, *fonds SED*, DY30, n°97619).

75. Au contraire de BIP dont les statuts prévoient de verser les bénéfices aux actionnaires. *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés commerciales. Annexe au Moniteur belge*, 20 janvier 1965, 1103.

76. LAURA IKER, « Évolution des règles de financement et de contrôle des partis politiques », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1607-1608, 1998/22-23, 1-60.

77. JOSÉ GOTOVITCH, « Histoire du Parti communiste de Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1582, 1997/37, 32-36.

indemnités des élus...) ne suffisent sans doute pas à entretenir un appareil politique qui reste malgré tout important. Les bénéfices des sociétés comme Tracosa et *BIP* sont par conséquent essentiels. On peut y voir un parallèle avec certaines pratiques développées dans les pays de l'Est pour contrebalancer les insuffisances des économies planifiées. En RDA par exemple, certaines entreprises opèrent en dehors du plan et bénéficient d'une plus grande marge de manœuvre dans leurs activités économiques. Elles sont rassemblées dans le *Bereich Kommerzielle Koordinierung*, une institution créée en 1966 et dont l'objectif est de générer un maximum de devises fortes (généralement occidentales) pour stabiliser l'économie est-allemande.<sup>78</sup> Ces concessions faites à l'économie de marché sont sources de suspicions si bien qu'un groupe de travail spécifique de la *Stasi* est créé en 1983 pour surveiller les activités du *Bereich Kommerzielle Koordinierung*.<sup>79</sup> C'est ce même groupe de travail qui est chargé de la surveillance des entreprises liées aux « partis frères », comme Tracosa ou *BIP*. Aux yeux de la sécurité d'État, ces sociétés évoluant dans un environnement capitaliste représentent une potentielle menace pour l'économie est-allemande.<sup>80</sup> C'est ainsi que le bureau de Tracosa à Berlin-Est est infiltré et étroitement surveillé. On soupçonne par exemple son directeur de livrer à des entreprises belges des informations confidentielles sur l'économie est-allemande.<sup>81</sup> Les dimensions idéologique et pragmatique des activités commerciales du PCB sont donc aussi génératrices de tensions et demandent

au parti de trouver un fragile équilibre entre ses affinités politiques et ses intérêts économiques.

Enfin, il reste à évoquer la position du patronat belge, plus spécifiquement la SGB qui semble avoir noué une relation privilégiée avec Tracosa. Comment expliquer qu'un des groupes économiques les plus puissants de Belgique ait développé une telle relation avec une entreprise liée au PCB? Avait-il seulement idée de l'identité de son commissionnaire? Il paraît peu probable que la SGB ait confié la bonne conduite de ses affaires à un partenaire dont il ne savait rien. Les archives du groupe ne laissent d'ailleurs planer aucun doute sur cette question: l'affiliation communiste de Tracosa est bel et bien connue des dirigeants de la SGB. Un document en particulier livre des informations tout à fait édifiantes sur les enjeux qui entourent la collaboration avec la société du PCB. Il s'agit d'un rapport rédigé par Yves Roland, représentant de la Société Générale de Banque<sup>82</sup> parti à Moscou en 1970 pour développer les relations bancaires avec l'URSS et ouvrir le marché soviétique à l'industrie belge.<sup>83</sup> À en croire ce rapport, un autre groupe concurrent, celui de la Banque Lambert, développerait également des activités commerciales à Moscou par l'intermédiaire d'une société dénommée Eurintrade. Celle-ci travaillerait de manière semi-clandestine en louant des chambres d'hôtel, mais des démarches seraient en cours pour que la société soit officiellement agréée.<sup>84</sup> Or, Tracosa est à ce moment la seule société belge reconnue par Moscou et elle exerce un quasi-monopole

78. MATTHIAS JUDT, *Der Bereich Kommerzielle Koordinierung. Das DDR-Wirtschaftsimperium des Alexander Schalck-Golodkowski - Mythos und Realität*, Berlin, 2013.

79. REINHARD BUTHMANN, *MfS-Handbuch: Die Arbeitsgruppe Bereich Kommerzielle Koordinierung*, Berlin, 2004.

80. HANS-CHRISTIAN HERRMANN, « Zum Verhältnis von SED und PCF », 1042.

81. Auskunftsbericht zum Firmenbüro Tracosa/Belgien im Internationalen Handelszentrum Berlin, 20 mars 1989, 4-5 (BArch - Stasi-Unterlagen-Archiv, *Arbeitsgruppe Bereich Kommerzielle Koordinierung (AG BKK) - Partei- und parteinahe Firmen*, n°156).

82. La Société Générale de Banque est la banque de dépôts liée à la SGB. Issue d'une scission de la SGB, elle a été créée suite à la réforme bancaire de 1934-35 qui obligea les banques mixtes, qui exerçaient alors des activités de dépôts tout en ayant des intérêts dans des sociétés industrielles et commerciales, à séparer leurs activités. HERMAN VAN DER WEE (dir.), *La Générale de Banque 1822-1997*, Bruxelles, 1997.

83. Mission Moscou du 15 au 19 novembre 1970, 23 novembre 1970 (AGR2, *Archives de la Société Générale de Belgique (4<sup>ème</sup> versement), fonds André Dubuisson*, n°994).

84. C'est trois ans plus tard, le 2 juillet 1973, que Eurintrade inaugurerait officiellement son bureau de représentation commerciale à Moscou. La collaboration avec Cockerill-Sambre, Solvay ou encore Pfizer fera rapidement augmenter le chiffre d'affaires. PAUL-F. SMETS, *Lambert: une aventure bancaire et financière*, Bruxelles, 2012, 384-385.

sur le commerce avec l'URSS. Dans ce contexte, le groupe Lambert mènerait, de concert avec l'ambassade belge à Moscou, une véritable campagne anti-Tracosa, sous prétexte que la société est d'idéologie communiste. Cette situation pose problème à la Société Générale de Banque dont les principaux clients collaborent régulièrement avec Tracosa. La société du PCB fait elle-même partie de ses clients et lui confie des sommes de plusieurs millions de FB chaque année. Se pose alors la question de l'attitude à adopter pour défendre au mieux les intérêts des sociétés liées à la SGB. Selon Roland, il ne faut pas chercher une fausse querelle idéologique et continuer à miser sur Tracosa. Il justifie cette option en décrivant Boris Gordower comme un commerçant habile et parfaitement correct. Il est certes communiste, mais cela ne pose pas un problème... bien au contraire, cela lui ouvre certaines portes à Moscou. Par ailleurs, en cas de défaillance de Tracosa, les exportateurs belges devraient s'en remettre au groupe Lambert pour défendre leurs intérêts en URSS ce qui n'est pas une option envisageable. La conclusion du rapport est limpide: « Je souhaite que la Direction de la Banque m'autorise à aller dans le sens d'une certaine solidarité de nos intérêts avec ceux de TRACOSA, en dépit de l'idéologie communiste de cette société. »<sup>85</sup>

Il existe donc bel et bien une communauté d'intérêts économiques entre Tracosa et la SGB qui relègue les inimitiés idéologiques au second plan. Dans le chef de la SGB, la coopération avec une entreprise communiste ne pose en effet aucun problème du moment que cela contribue au bon développement des affaires. Le facteur idéologique n'est pas totalement absent pour autant. En témoigne la tentative du groupe Lambert de briser le monopole de Tracosa à Moscou en mettant en avant ses liens avec le PCB. Le poids réel de ce facteur ne doit cependant pas être surestimé. Il est probable qu'en s'en prenant à une entreprise communiste, le groupe Lambert cherche avant tout à occuper une position plus favorable sur le

marché soviétique. Il est donc certain que l'idéologie ne fut pas le seul ressort de la guerre froide et que dans le cadre des relations commerciales, les intérêts économiques ont parfois pesé davantage dans la balance.

#### IV. Conclusion

L'étude des activités commerciales du PCB démontre que le parti fut un acteur non négligeable des relations Est-Ouest. En représentant les intérêts des plus grandes entreprises belges dans les pays communistes, il a contribué à ouvrir des brèches dans le « rideau de fer » et à développer la coopération économique entre les deux parties de l'Europe divisée. En jouant les intermédiaires, le parti poursuivait des intérêts matériels qu'il partageait avec une partie du patronat belge (la SGB). Laissant leurs différends idéologiques de côté, ils ont mené de concert des activités commerciales servant les intérêts de chacun. Pour les entreprises de la SGB, il s'agissait de trouver un intermédiaire qui devait leur faciliter l'accès aux marchés des pays communistes. Pour le PCB, il s'agissait de trouver une source de financement pour ses activités politiques.

Malgré certaines concessions à l'économie de marché, cela ne signifiait en rien un abandon de la lutte contre le système capitaliste. Bien au contraire, ces activités commerciales reposaient sur de solides justifications idéologiques. D'une part elles entraient dans le cadre de l'internationalisme et l'aide mutuelle entre « partis frères ». D'autre part, elles répondaient à certaines préoccupations de politique intérieure du parti, tout en faisant écho à la politique extérieure de l'URSS. Par ailleurs, cette source de financement offrait au PCB l'opportunité de poursuivre son combat politique alors même que sa position minoritaire ne lui permettait plus de dégager des recettes suffisantes. En quelque sorte, il s'agissait de lutter contre le capitalisme en utilisant les méthodes du capitalisme.

85. Mission Moscou du 15 au 19 novembre 1970, 23 novembre 1970, p. 6 (AGR2, *Archives de la Société Générale de Belgique* (4<sup>ème</sup> versement), fonds André Dubuisson, n°994).

Comme indiqué au début de cet article, le PCB ne fut pas le seul parti communiste à entretenir des activités commerciales. Il semble même que son implication dans ce domaine fut plus modeste que celle de ses homologues français et autrichien, ce qui s'explique assez logiquement. Contrairement au PCB, le PCF resta une force politique influente avec un ancrage local important dans certaines municipalités, ce qui lui permit de développer un appareil financier relativement étendu.<sup>86</sup> Le KPÖ était quant à lui tout aussi marginalisé que le PCB, mais il pouvait tirer profit de la situation géopolitique bien plus favorable de l'Autriche. L'implication du KPÖ dans le commerce Est-Ouest fut en effet facilitée par l'occupation soviétique d'une partie du pays après la Seconde Guerre mondiale puis, à partir de 1955, par le statut de neutralité qui fit de l'Autriche un intermédiaire entre les deux parties de l'Europe.<sup>87</sup>

Ces conclusions sont le résultat de premières recherches qui gagneraient à être poursuivies. L'introduction des firmes du PCB sur les marchés soviétique et est-allemand devrait par exemple être étudiée plus en profondeur afin de mieux comprendre les formes de coopération avec les acteurs économiques de ces pays.<sup>88</sup> Les archives des grandes entreprises pourraient également éclairer davantage les interactions entre l'idéologie et les

intérêts économiques. La lutte d'influence entre la SGB et le groupe Lambert qui implique Tracosa à Moscou constitue une des pistes qui mériterait selon nous de plus amples recherches.

De futures recherches pourraient par ailleurs apporter des réponses à des questions restées ouvertes. Aucun élément probant ne permet pour le moment d'expliquer précisément les mécanismes de financement du parti par les sociétés commerciales. De même, le pilotage du secteur économique par les instances du PCB reste un problème insoluble. Il semble que seul un petit groupe de cadres était à la manœuvre et que ces sujets n'étaient pas discutés lors des réunions du comité central et du bureau politique. Nous ignorons également si Moscou a exercé une quelconque influence dans la gestion des affaires du parti.

Enfin, il reste à souhaiter que l'étude de l'appareil économique des PC se développe dans d'autres pays, notamment en France, ce qui permettrait de mener des études comparatives plus solides et de révéler d'éventuelles collaborations entre PC occidentaux. En résumé, ce sujet recèle encore de nombreuses zones d'ombre dont l'éclaircissement permettra de mieux comprendre l'histoire des PC, mais aussi celle des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest.

*Thomas Briamont est titulaire d'un master en Histoire de l'Université de Liège en 2018, après avoir réalisé un mémoire sur la Belgique et la question allemande pendant la seconde crise de Berlin (1958-1963), et d'un master en Histoire de l'art et Archéologie (orientation Muséologie), également à l'Université de Liège en 2019. Il poursuit depuis 2019 des recherches sur les relations entre la Belgique et la RDA en vue de la réalisation d'une thèse de doctorat. tbriamont@uliege.be*

#### **Abréviations:**

ACEC: Ateliers de constructions électriques de Charleroi

AG BKK: *Arbeitsgruppe Bereich Kommerzielle Koordinierung*

AGR: Archives générales du Royaume

BArch: *Bundesarchiv*

BIP: *Belgian International Press*

**86.** Certaines publications non scientifiques évoquent le chiffre de 300 sociétés. JEAN MONTALDO, *Les finances du PCF*.

**87.** MAREN SELIGER, « KPÖ-Firmen und Osthandel 1945-1989 », 108-118.

**88.** Une partie de notre thèse de doctorat sur les relations entre la Belgique et la RDA sera consacrée à cette question.

BP: Bureau politique  
CA: Conseil d'administration  
CARCoB: Centre des Archives communistes en Belgique  
CBCI: Comité Belge de Contribution au Développement du Commerce International  
CC: Comité central  
*CoCom: Coordinating Committee for Multilateral Export Controls*  
CCP: Commission de contrôle politique  
*DDR: Deutsche Demokratische Republik*  
FB: Franc belge  
*IBRAMCO: Iranian-Belgian Refining and Marketing Company*  
*KPÖ: Kommunistische Partei Österreichs*  
PCB: Parti communiste de Belgique  
PCF: Parti communiste français  
RDA: République démocratique allemande  
SA: Société anonyme  
*SED: Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*  
SGB: Société Générale de Belgique  
SPRL: Société privée à responsabilité limitée  
Sybeta: Syndicat belge d'Entreprises à l'Étranger  
TRAMO: Tracosa-Moscou  
URSS: Union des Républiques Socialistes Soviétiques

